

Naturellement, plusieurs participants sont intervenus contre cette force navale et contre la participation à l'OTAN, en soutenant que ces moyens de préserver la sécurité étaient dépassés et dangereux, dans la perspective défendue par le célèbre essayiste Gwynne Dyer. D'après ces participants, le Canada pourrait se contenter d'assurer sa propre sécurité (y compris dans le Nord) et de se spécialiser dans les opérations onusiennes de maintien de la paix. Certains intervenants sont allés plus loin encore sur la voie de l'internationalisation, en proposant par exemple que le Canada renonce à ses territoires arctiques et en confie la gestion au Conseil de tutelle des Nations-Unies.

Ces idées ont été rejetées par plusieurs. On a défendu l'adhésion à l'OTAN, parce qu'elle constitue une obligation à la fois politique et morale du Canada face à ses alliés européens et qu'elle est en définitive plus économique que la neutralité. Le professeur Derriennic a avancé un argument peu connu en faveur de la participation à l'OTAN. Il estime que l'Alliance favorise la paix entre les États européens (ex. : Grèce et Turquie) et que le Canada y est un médiateur de premier plan. M. Holsti s'est demandé si la Communauté économique européenne (CEE) n'était pas en fait le grand pacificateur en Europe, et si l'on pouvait vraiment craindre une guerre entre deux démocraties libérales, alors que cela ne s'est jamais produit. M. Derriennic a préféré parler de conflits plutôt que de guerres : il a souligné que la CEE ne résoud pas le problème de l'insécurité militaire. Advenant la fin de l'OTAN, on assisterait soit à l'unification politique de l'Europe, soit à la réunification de l'Allemagne, deux possibilités peu souhaitables parce qu'elles provoqueraient l'émergence d'un nouveau pôle de puissance internationale (européen ou allemand), ce qui créerait de nombreux obstacles aux calculs stratégiques et au désarmement. La réunification allemande aviverait les conflits européens.

Selon les opposants de l'internationalisation de l'Arctique, celle-ci irait aussi contre les obligations du Canada, elle ne garantirait pas plus de progrès vers l'internationalisme, et elle pourrait être un motif de conflit entre les États-Unis et l'URSS. Les tenants d'une ligne modérée en politique étrangère ont aussi attaqué leurs critiques qui n'auraient jamais été capables de s'entendre sur une politique cohérente susceptible de remplacer nos objectifs actuels. Les partisans de la neutralité ont répondu que leurs objections n'ont jamais été prises au sérieux ni discutées par les fonctionnaires et les milieux politiques.